

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 30/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TORAY CARBON FIBERS EUROPE SA

Route de Lagor
Bassin de Lacq - Pôle 4
64150 Abidos

Références : DREAL/2026D/45

Code AIOT : 0005211416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement TORAY CARBON FIBERS EUROPE SA implanté route nationale 817 lotissement INDUSLACQ 64170 Lacq. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'instruction du réexamen des conditions d'autorisation des installations classées relevant de la rubrique 3000, conformément à la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (dite « IED »).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TORAY CARBON FIBERS EUROPE SA
- route nationale 817 lotissement INDUSLACQ 64170 Lacq
- Code AIOT : 0005211416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Toray Carbon Fibers Europe est autorisé à exploiter une installation de production de polyacrylonitrile (PAN) sur la commune de Lacq par l'arrêté préfectoral du 27/12/2012. Le site est classé Seveso Seuil Haut et relève de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conformité IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-70	Demande d'action corrective	11 mois
3	Inventaire des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I article 2.2 – I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Respect des Valeurs Limites des concentrations des rejets à l'atmosphère	AP Complémentaire du 14/11/2024, article Annexe I article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Inventaire des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I article 2.2 – I	Demande de justificatif à l'exploitant	11 mois
6	Collecte des émissions non maîtrisées (eau)	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I article 2.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Cas des rejets indirects	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I article 6,2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Plan de gestion des OTNOC	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	11 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contenu du dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-72	Sans objet
9	Suppression des PFAS dans les émulseurs	AP Complémentaire du 05/09/2024, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis d'avancer l'instruction du dossier de réexamen IED, et a permis notamment de statuer sur les points suivants :

- La conformité du site par rapport à la MTD 5 du BREF WGC qui consiste à combiner les flux de gaz résiduels présentant des caractéristiques similaires ;
- Le besoin de continuer à surveiller les émissions fugitives du site ;
- le besoin d'améliorer les inventaires des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux ;
- les améliorations à apporter pour respecter les futures VLE basées sur les NEA-MTD, notamment le projet de traitement des rejets du sécheur ;
- le besoin de transmettre sous 3 mois les éléments techniques relatifs aux rejets aqueux sur la base de la convention de rejet avec SOBEGI et nécessaires pour finaliser le réexamen IED.

Il est demandé à l'exploitant de finaliser la mise en conformité de son site au regard de son statut IED pour l'échéance réglementaire du 12 décembre 2026.

Par ailleurs, la visite a permis de constater que l'exploitant a finalisé la substitution de son émulseur avec PFAS par un émulseur sans PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu du dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-72
Thème(s) : Risques chroniques, Exhaustivité du dossier
Prescription contrôlée : Le dossier de réexamen comporte : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ; 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

Constats :

Par décision préfectorale du 13 mai 2014 (sur proposition de l'exploitant du 28 octobre 2013), l'établissement relève de la rubrique 3410 H, avec des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) basées sur le BREF "POL" (Polymères). Conformément à l'article 6 bis du 2 février 1998, la procédure de réexamen a été déclenchée par la publication des conclusions MTD pour les effluents gazeux (WGC) au Journal officiel de l'Union européenne du 12 décembre 2022, imposant un dépôt du dossier avant le 12 décembre 2023.

Le dossier de réexamen a été remis à la préfecture par courrier du 29 mars 2024.

L'exploitant a procédé à la comparaison du fonctionnement de l'installation par rapport aux BREF POL, CWW, WGC, ENE, EFS. L'exploitant a explicité de façon satisfaisante pourquoi les BREF suivants ne sont pas étudiés: ICS, ROM, ECM. Dans le cadre du réexamen IED, l'exploitant a formulé son avis sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation, notamment concernant une modification de l'autosurveillance. Une partie des exigences issues du réexamen IED ont été prise en compte dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire n°11416/2024/73 daté du 14 novembre 2024, et concluant l'examen de l'analyse des effets sur la santé du site de Lacq.

Suite à la demande de l'inspection par courrier du 23 septembre 2025, l'exploitant a fourni les résultats de la surveillance des émissions le 28 novembre 2025. L'examen des résultats de l'autosurveillance est détaillé au point de contrôle n°4.

Le dossier transmis comporte l'ensemble des éléments prévus à l'article R.515-72 du Code de l'Environnement notamment en ce qui concerne le positionnement MTD.

Seul un complément sur les rejets aqueux est attendu : cette partie est traitée au point de contrôle n°7.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-70

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux meilleures techniques disponibles

Prescription contrôlée :

I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions. [...]

Constats :

Le dossier de réexamen en date du 29 mars 2024 compare le fonctionnement de l'installation par rapport aux BREF POL, CWW, WGC, ENE, EFS. De cette comparaison, l'exploitant a identifié que l'installation est partiellement non conforme ou non conformes à certaines meilleures techniques disponibles (MTD), et il doit apporter des modifications techniques et organisationnelles afin de se conformer à certaines MTD. Suite à la demande de l'inspection du 23 septembre 2025, L'exploitant s'est engagé à finaliser la mise en place des MTD avant le 12 décembre 2026. Dans son courriel du 08 décembre 2025, l'exploitant a mis à jour la liste des MTD partiellement non conforme ou non conformes.

En particulier, il a été abordé les points suivants lors de la visite d'inspection :

La MTD 5 du BREF WGC consiste à combiner les flux de gaz résiduels présentant des caractéristiques similaires, de façon à réduire le plus possible le nombre de points d'émission. Le site comporte quatre points de rejet canalisés:

- K-Filter (Système de traitement des effluents gazeux sur charbon actif, avec 4 tours de charbon actif)
- Atelier Spinning : Sortie aspiration du laveur 2
- Atelier Spinning : Sortie aspiration sécheur
- Atelier Spinning: Sortie aspiration des tubes vapeur

L'exploitant a justifié que les rejets canalisés de l'atelier spinning ne peuvent pas être traités via le K-filter. Le K-filter est conçu principalement pour traiter l'acrylonitrile, et ne peut pas recevoir de quantités significatives de DMSO, qui colmate de façon irréversible les charbons actifs. Le début du procédé de l'atelier spinning est bien raccordé au K-filter, du fait de la présence d'acrylonitrile. A partir de l'étape "laveur 2", les rejets ne contiennent plus de part significative d'acrylonitrile.

L'exploitant a engagé une réflexion pour combiner les points de rejets canalisés de l'atelier Spinning : Laveur 2, sécheur et le tube vapeur. Chaque étape est un procédé séparé d'un point de vue aéraulique, avec des ventilateurs dédiés. L'exploitant explique que combiner les rejets pourrait créer des difficultés d'équilibrage entre les zones, sur des zones au cœur du procédé de filage du polymère. Les rejets du sécheur sont chargés en NH₃, et dans une moindre mesure en HCN. Les rejets du laveur 2 et des tubes vapeurs sont chargés dans les mêmes composés, mais de façon très diluée. Afin de garantir la conformité des rejets du sécheur en NH₃ par rapport aux NEA-MTD, l'exploitant a lancé un projet de traitement des rejets du sécheur, sur une base de condensation des rejets par refroidissement et lavage acide du rejet. Au vu de la charge et des débits des autres rejets de l'atelier spinning, l'exploitant juge qu'il n'est pas pertinent de combiner ces rejets.

La visite de site a permis de visualiser les points d'extractions correspondant aux rejets canalisés de l'atelier Spinning.

Les difficultés techniques présentées sont jugées recevables au regard des facteurs à prendre en compte dans le cadre de l'examen de cette MTD5.

La **MTD 22 du BREF WGC** consiste à surveiller les émissions atmosphériques diffuses de COV. Pour cette MTD, l'exploitant a déterminé que les émissions diffuses fugitives et non fugitives sont sous les seuils d'applicabilité de la MTD 22. (1 tonne de COV par an dans le cas des COV classés comme substances CMR de catégorie 1A ou CMR de catégorie 1B, ou 5 tonnes de COV par an dans le cas des autres COV).

Néanmoins, l'exploitant s'engage à poursuivre le programme de détection et de réparation des fuites (LDAR) concernant les émissions diffuses fugitives à la fréquence annuelle prévue par la MTD 22.

Concernant les émissions diffuses non fugitives, l'inspection considère importante la poursuite de la surveillance des sources d'émissions non fugitives, déjà imposée par l'arrêté préfectoral complémentaire n°11416/2024/73 daté du 14 novembre 2024, afin d'améliorer la connaissance des rejets et de pouvoir établir les bilans prescrits par l'article 3.3 de ce même arrêté.

La conformité à la **MTD 2 du BREF WGC** sont abordés au point de contrôle n°3.

L'exploitant, dans son complément du 28 novembre 2025, a finalement jugé applicable la **MTD9 du BREF CWW**, relatif au «Stockage tampon des effluents aqueux produits en dehors des conditions normales d'exploitation». Ce point est détaillé au point de contrôle n°6.

Avant l'échéance réglementaire du 12 décembre 2026, l'exploitant doit apporter des modifications techniques et organisationnelles afin de se conformer aux MTD suivantes:

- BREF WGC: MTD2 (traité au point de contrôle n°3 et 5), MTD3, MTD18.
- BREF CWW: MTD 1, MTD 2, MTD 6, MTD 8, MTD 13, MTD 15, MTD 16, MTD 20, MTD 21, MTD 22, MTD 22;
- BREF POL: 1.7
- BREF EFS/ESB: 1.2

Le projet d'arrêté préfectoral issu du réexamen IED permettra de modifier l'autosurveillance et les VLE comme détaillé par les MTD8, MTD11 et MTD14 du BREF WGC et MTD 4 et MTD 12 du BREF CWW.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant met en place les meilleurs techniques disponibles pour l'échéance réglementaire du 12 décembre 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 11 mois

N° 3 : Inventaire des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I article 2.2 – I
Thème(s) : Risques chroniques, rejets canalisés et diffus
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit, tient à jour et révisé régulièrement (notamment à la suite d'une transformation majeure), un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), présentant les caractéristiques suivantes :</p> <p>i. Des informations sur le ou les procédés de production chimique, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Les équations des réactions chimiques, montrant également les coproduits ; b. Des schémas simplifiés de circulation des flux du procédé, montrant l'origine des émissions ; c. Une description des techniques intégrées au procédé et du traitement des effluents aqueux et gazeux à la source, avec indication de leurs performances ; <p>ii. Des informations sur les émissions atmosphériques canalisées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le ou les points d'émission ; b. Les valeurs moyennes de débit et de température et la variabilité de ces paramètres ; c. Les valeurs moyennes de concentration et de débit massique des substances et paramètres pertinents (notamment COVT, CO, NOX, SOX, Cl₂, HCl) et la variabilité de ces paramètres ; d. La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le ou les systèmes de traitement des gaz résiduels ou sur la sécurité de l'unité (notamment oxygène, azote, vapeur d'eau, poussières) ; e. Les techniques utilisées pour éviter ou réduire les émissions atmosphériques canalisées ; f. L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ; g. Les méthodes de surveillance (voir le 3) ; h. La présence de substances CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2. La présence de ces substances est évaluée sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Pour les COVT, on considère que la présence de substances CMR de catégorie 1A ou 1B ou CMR de catégorie 2 est pertinente dès lors que le flux horaire de la fraction de COV CMR dans les gaz résiduels est supérieur ou égal à 0,2 g/h (en masse de composés) ; <p>iii. Des informations aussi sur les émissions atmosphériques diffuses, notamment :</p>

- a. L'identification de la ou des sources des émissions ;
- b. Les caractéristiques de chaque source d'émissions (par exemple émissions fugitives ou non fugitives ; source fixe ou mobile ; accessibilité de la source des émissions ; source couverte ou non par un programme LDAR de détection et de réparation des fuites) ;
- c. Les caractéristiques du gaz ou du liquide en contact avec la ou les sources des émissions, y compris : 1) L'état physique ; 2) La pression de vapeur de la ou des substances présentes dans le liquide, la pression du gaz ; 3) La température ; 4) La composition (en poids pour les liquides ou en volume pour les gaz) ; 5) Les propriétés dangereuses de la ou des substances ou des mélanges, y compris les substances ou mélanges CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2 ;
- d. Les techniques utilisées pour éviter ou réduire les émissions atmosphériques diffuses ;
- e. La surveillance (voir les 3.2.3.1, 3.2.3.2 et 3.2.3.3) ;

[...]

Annexe I article 2.2 de l'AM du 04/11/2024, correspondant à la MTD 2 du BREF WGC.

Constats :

Dans son complément du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis l'inventaire des émissions atmosphériques, puis une version actualisée a été transmise le jour de l'inspection.

Cet inventaire doit être complété pour répondre complètement à cette MTD. Un guide de la DGPR "Inventaire des flux et des substances pertinentes dans les effluents aqueux et gazeux" est en cours de rédaction à ce sujet : Il est conseillé d'utiliser le guide, même s'ils sont encore au stade de projet.

L'inventaire liste les différents rejets, leur typologie (canalisé, diffus non fugitifs) ainsi que les substances attendues. Sur la base du rapport APAVE du 09/07/2024, l'exploitant a justifié l'absence de NOx et CO dans les rejets canalisés, ainsi que du SO2 à l'exception du K-filter.

Dans le cadre de la visite de site, l'inspection a observé les localisations et les fonctions des points d'extraction des différents rejets diffus non fugitifs inclus dans la surveillance de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 novembre 2024 :

1. Atelier dissolvant: Sortie aspiration des bacs C et D
2. Atelier Polymérisation: Sortie aspirations des filtres de la salle des filtres
3. Spinneret cleaning room: Sortie aspirations des bacs de trempage des filières
4. Atelier Polymérisation:

- Sortie aspiration collecteur OM
- Sortie aspirations des 3 postes de prélèvement des échantillons de polymère "réacteurs"

- Sortie aspiration du poste de production des déchets de polymère

L'inspection constate que ces points d'extraction correspondent à des sources d'émission à caractère ponctuelles, variables à flux faible, et donc caractéristiques d'émissions diffuses non fugitives. Afin de finaliser ce point, l'exploitant doit formaliser l'estimation des flux émis (notamment en considérant les heures estimées de rejet de ces points) par bilan tel que prescrit par l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°11416/2024/73 daté du 14 novembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant transmet l'évaluation des émissions par bilan prescrits par l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°11416/2024/73 daté du 14 novembre 2024.

L'exploitant complète l'inventaire des rejets atmosphériques pour répondre complètement à la MTD 2 à l'échéance réglementaire du 12 décembre 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Respect des Valeurs Limites des concentration des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2024, article Annexe I article 2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

2.3.2 Autres substances

Les valeurs limites d'émission applicables aux points de rejet de l'article 2.2 (art ci-dessus), pour les autres substances, sont données aux articles 27.1 à 27.12 de l'arrêté ministériel du 02/02/98. En particulier s'appliquent les valeurs limites d'émission spécifiées dans les paragraphes suivants, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après réduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O2 précisée dans les tableaux ci-dessous. Valeurs limites d'émission pour le conduit n° 1 (K-filter) :

Valeurs limites d'émission pour le conduit n°1 (K-filter):

Substance	Concentrations instantanées en mg/N m ³	Flux en g/h	Flux en kg/an
Concentration en O2 de référence	Pas de correction	-	-

Poussières	5	446	-
SO2	-	500	-
NH3	-	50	-
COVNM dont diméthylsulfoxyde (DMSO)	20	1780	-
COVH340, H350, H350i, H360D ou H360F dont Acrylonitrile	2mg/Nm3 si flux > 10 g/h 5mg/Nm3 si 1 g/h < flux < 10 g/h	178	1247
HCN	1	5	-

Valeurs limites d'émission pour le conduit n°2 (Atelier Spinning):

Substance	Concentrations instantanées en mg/Nm3	Flux en g/h
Concentration en O2 de référence	Pas de correction	-
NH3	50 jusqu'au 11 décembre 2026 10 à partir du 12 décembre 2026	450
HCN	1	45
Formaldéhydes	2mg/Nm3 si flux > 10 g/h 5mg/Nm3 si 1 g/h < flux < 10 g/h	178

Acétaldéhydes	2mg/Nm ³ si flux > 10 g/h 5mg/Nm ³ si 1 g/h < flux < 10 g/h	178
Octaméthylcyclotétrasiloxane(D4)	10	450

Valeurs limites d'émission pour les conduits n°3 et 4 (Atelier Spinning):

Substance	Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Flux	
		Conduit3(tubes vapeur)	Conduit4(laveur 2)
NH ₃	50	0,01kg/h	0,03kg/h
HCN	5	1,0g/h	0,4g/h

Constats :

Dans son complément du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis la liste des non conformités pour 2025 et plan d'actions associé (traitement du rejet des sécheurs)

Concernant le K-filter, deux non-conformités sur la surveillance en continue ont été détectées :

- Le 20 mai 2025 : une non-conformité sur la concentration en poussières, avec une concentration mesurée par le laboratoire externe à 6,44 mg/Nm³ pour une VLE à 5 mg/Nm³. L'analyse de ce dépassement a mis en évidence la possibilité d'un passage de poussières de charbon actif vers la cheminée notamment lors des opérations de soufflage à la vapeur des charbons pendant les phases de régénérations. Un contrôle d'étanchéité d'une vanne, nécessitant des mises à dispositions des installations entre les charbons et la cheminée, a été réalisé le mois dernier et un joint a été remplacé.
- Le 17 octobre 2025 : une non-conformité sur la surveillance en continue de la concentration en Acrylonitrile, avec 5 moyennes semi-horaires en dépassement du seuil

de 2000 g/Nm³, au lieu de 4 moyennes semi-horaires autorisées. L'exploitant a réalisé une analyse de cette non-conformité le 14/11/2025, via un arbre des causes. Cette non-conformité a conduit à mettre en place des améliorations pour le pilotage, avec un affichage de la moyenne semi-horaire en salle de contrôle ainsi que la mise en place d'une fiche réflexe pour améliorer la connaissance du seuil réglementaire par les opérateurs. L'arbre des causes a également identifié la nécessité de modifier le programme de contrôle afin de continuer les régénérations des filtres lorsqu'un filtre est en défaut.

L'exploitant avait également informé l'inspection d'une non-conformité le 17 juillet 2025 sur la concentration en acrylonitrile au K-Filter,. Par la suite, cette non-conformité a été considérée comme non avérée, car la valeur élevée était liée à un décalage de l'analyseur sur la période du 09 juillet au 30 juillet 2025. L'inspection demande à ce que les preuves de ce décalage soient communiquées à l'inspection.

Concernant le sécheur, une non-conformité en flux sur l'ammoniac a été détectée (2,05 kg/h pour une VLE à 0,45 kg/h). Le flux horaire émis par les rejets canalisés lors du constat de dépassement reste inférieur au bilan majorant de l'étude des risques sanitaires, pour lequel le calcul de risque a été jugé acceptable. Le flux horaire est redevenu conforme lors de la surveillance suivante en septembre. Comme indiqué au point de contrôle n°2, ce point de rejet va faire l'objet de l'ajout d'un traitement par lavage de gaz, qui sera opérationnel pour le 12 décembre 2026.

Concernant le laveur 2, deux mesures ont été réalisées en mai et septembre 2025. Deux non-conformités en flux de HCN (0,47 g/h et 1.3 g/h) et une non-conformité en flux de NH3 (144 g/h) ont été détectées, sans être liées à des dysfonctionnements. Les valeurs limites d'émission (VLE) en flux (respectivement 0,4 g/h et 30 g/h) ont été fixées à partir de l'évaluation des risques sanitaires (ERS).

Concernant les tubes vapeur, deux mesures ont été réalisées en mai et septembre 2025. Une non-conformité en flux de HCN (1,07 g/h) a été détectée. La VLE en flux (1 g/h) a également été fixée à partir de l'ERS.

Lors des constats de non-conformité pour les émissions de HCN, le flux total en HCN des rejets canalisés demeure inférieur à la somme des valeurs limites d'émission (VLE) en flux de ces mêmes rejets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant fournit la justification du décalage de l'analyseur pour l'événement de juillet 2025.

Sous 3 mois, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour respecter les valeurs limites applicables aux rejets des unités sécheurs, laveur 2 et tubes vapeur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Inventaire des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I article 2.2 – I

Thème(s) : Risques chroniques, inventaire des rejets

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit, tient à jour et révisé régulièrement (notamment à la suite d'une transformation majeure), un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), présentant les caractéristiques suivantes :

[...]

iv. Informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :

- a. Valeurs moyennes et variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
- b. Valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants et paramètres pertinents (notamment DCO ou COT, composés azotés, phosphore, métaux, sels, composés organiques) et variabilité de ces valeurs ;
- c. Données relatives à la biodégradabilité (notamment DBO5, rapport DBO5/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique comme la nitrification par exemple).

Annexe I article 2.2 de l'AM du 04/11/2024, correspondant à la MTD 2 du BREF WGC.

Constats :

Dans son complément du 28 novembre 2025, l'exploitant, a transmis un inventaire des points de rejets aqueux. Cet inventaire ne liste pas de façon exhaustive les informations demandées dans

<p>l'arrêté ministériel.</p> <p>Les effluents industriels du site sont collectés dans deux fosses : la fosse recovery et la fosse polymérisation. A partir de ces fosses, le site dispose d'un point de rejet n°1 pour les effluents industriels, qui sont dirigés vers la Station d'eaux biologiques (STEB) du gestionnaire de plateforme SOBEGI. Aucun traitement n'est effectué sur ce rejet au niveau du site TORAY. Les eaux pluviales sont traitées via un séparateur hydrocarbures, avant rejet vers le réseau d'eaux pluviales de la plateforme Induslacq via le point de rejet n°2.</p> <p>L'inventaire ne doit pas se limiter aux caractéristiques des effluents aux points de rejet : celui-ci doit décrire les différents effluents rejetés dans les fosses recovery et polymérisation, en amont du point de rejet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète l'inventaire des rejets aqueux pour répondre complètement à la MTD 2 à l'échéance réglementaire du 12 décembre 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 11 mois</p>

N° 6 : Collecte des émissions non maîtrisées (eau)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I article 2.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage tampon</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Afin d'éviter des émissions non maîtrisées dans l'eau, l'exploitant met en place une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux produits en dehors des conditions normales d'exploitation (OTNOC), sur la base d'une analyse des risques (tenant compte, par exemple, de la nature du polluant, des effets sur le traitement ultérieur et du milieu récepteur), et prend des mesures complémentaires appropriées (par exemple contrôle, traitement, réutilisation).</p> <p>Annexe I article 2.5.3 de l'AM du 04/11/2024, correspondant à la MTD 9 du BREF CWW.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier initial de réexamen IED, l'exploitant avait jugé cette MTD non applicable, en considérant que la gestion des émissions non maîtrisées dans l'eau sont gérées par la SOBEGI via la STEB. Suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a revu son avis dans son complément du 28 novembre 2025, et considère désormais cette MTD applicable à son site.</p> <p>L'exploitant a fourni, en date du 8 décembre 2025 , la procédure "SE1-MO-ENV-FR01, indice 2 en</p>

date du 30/10/2024 - Fiche dérive COT mètre", qui décrit l'action de la part de l'exploitant en cas de conditions autres que normales. L'exploitant a expliqué lors de l'inspection, que le COT est un paramètre pertinent à suivre pour caractériser des pollutions en AN ou DMSO dans les rejets. En cas d'effluent aqueux non conforme, l'une des actions est d'informer SOBEGI du transfert d'effluent non conforme. La fiche ne détaille pas l'action de SOBEGI après réception de la notification, ni les capacités de stockage tampon disponibles pour les effluents non-conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant transmet les justificatifs permettant de statuer de la conformité à la MT9 du BREF CWW.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Cas des rejets indirects

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I article 6,2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à la STEB

Prescription contrôlée :

6.2. Cas des rejets indirects

I. - Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions.

[...]

V. - Toutefois, en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures à celles prévues au III et au IV si l'étude d'impact ou l'étude d'incidence démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement. Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (rubrique 2750) ou mixte (rubrique 2752) dans le cas de rejets de micropolluants.

[...]

VIII. - Concernant la surveillance périodique de la toxicité telle que définie au point 3.3, la fréquence de réalisation ou le nombre de tests, établis à la suite de la caractérisation initiale, peuvent être réduits sur la base d'une analyse des risques environnementaux pour le milieu récepteur. Cette analyse des risques intègre en particulier la capacité de la station d'épuration en aval à abattre la toxicité des effluents et comprend, le cas échéant, les résultats de suivi de toxicité de la station d'épuration lorsque celle-ci est soumise au présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a fourni en annexe 5 de son dossier la convention signée avec SOBEGI pour le rejet à

la STEB. Cette convention est en cours de renouvellement. Dans son complément du 28 novembre 2025, l'exploitant s'engage, sur la base de la nouvelle convention, à transmettre un rapport à connaissance intégrant des propositions de révision des valeurs limites d'émission des polluants actuellement réglementés dans l'arrêté préfectoral.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous 3 mois, l'exploitant fournit les éléments techniques nécessaires pour finaliser le réexamen IED, sur la base de la convention de rejet avec SOBEGI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Plan de gestion des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des OTNOC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.1. Plan de gestion du fonctionnement de l'installation en dehors des conditions normales d'exploitation</p> <p>Afin de réduire la fréquence d'apparition de conditions OTNOC et de réduire les émissions atmosphériques survenant en dehors des conditions normales d'exploitation, l'exploitant établit et met en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), un plan de gestion du fonctionnement de l'installation en dehors conditions normales d'exploitation fondé sur les risques, comprenant tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Mise en évidence des risques de conditions OTNOC, de leurs causes profondes et de leurs conséquences potentielles ; ii. Conception appropriée des équipements critiques (par exemple modularité et compartimentage des équipements, systèmes de secours, techniques visant à rendre inutile la nécessité de contourner le traitement des gaz résiduels lors du démarrage et de l'arrêt, équipements à haute intégrité, etc.) ; iii. Etablissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (voir xii du 2.1) ; iv. Surveillance (c'est-à-dire estimation et, le cas échéant, mesure) et enregistrement des émissions et des circonstances associées lors de conditions OTNOC ; v. Evaluation périodique des émissions survenant en dehors des conditions normales d'exploitation (fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise telle qu'enregistrée selon le point iv) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ; vi. Examen et mise à jour périodiques de la liste des conditions OTNOC mises en évidence conformément au point i à la suite de l'évaluation périodique mentionnée au point v ; vii. Vérifications régulières des systèmes de secours. <p>Annexe I article 4 de l'AM du 04/11/2024, correspondant à la MTD 3 du BREF WGC.</p>
Constats :

<p>L'exploitant s'engage à développer le plan de gestion du fonctionnement de l'installation en dehors des conditions normales d'exploitation (OTNOC) pour l'échéance réglementaire du 12 décembre 2026. L'exploitant explique que le K-filter dispose d'une redondance importante, avec 4 filtres installés, dont deux nécessaires pour le traitement, un en phase de désorption et un filtre redondant.</p> <p>L'inspection rappelle que le plan de gestion doit intégrer la nouvelle unité de traitement du sécheur, et doit également traiter des dysfonctionnements qui sont liés aux procédés de fabrication, dans la mesure où un dysfonctionnement peut mener à une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant développe un plan de gestion du fonctionnement de l'installation en dehors des conditions normales d'exploitation à l'échéance réglementaire du 12 décembre 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 11 mois</p>

N° 9 : Suppression des PFAS dans les émulseurs

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/09/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Substitution des émulseurs avec PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « émulseur susceptible de contenir des PFAS », tout émulseur contenant au moins une substance avec un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié et dont la somme des concentrations en PFAS est supérieure à 1 ppm.</p> <p>L'exploitant devra remettre au Préfet avant le 31 mars 2025 une étude incluant au besoin des données technico-économiques permettant de définir des solutions pour supprimer des produits utilisés sur son site pour des objectifs de défense de ses installations contre l'incendie tout émulseur susceptible de contenir des PFAS. Cette étude est accompagnée, le cas échéant, d'un échéancier de mise en œuvre de la solution retenue.</p> <p>Dans l'attente de la suppression des PFAS dans les mousses anti-incendie, les émulseurs susceptibles d'en contenir au sens de la définition du présent article ne seront plus utilisés pour des essais ou des exercices, sauf à être strictement contenus et traités dans une filière d'élimination des déchets adaptée.</p> <p>L'exploitant définira des procédures permettant d'assurer que le déroulement des exercices et la gestion des eaux d'extinction en cas de sinistre permettront de confiner les eaux d'extinction résultant de l'utilisation d'émulseurs susceptibles de contenir des PFAS tels que définis dans le présent article, et ainsi d'éviter tout rejet dans l'environnement, y compris par infiltration dans les sols ou contamination des eaux pluviales de ruissellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de site, l'inspection a constaté que la cuve de l'émulseur PFAS a été enlevée et remplacée par une nouvelle cuve, remplie d'émulseur sans PFAS.</p>

Type de suites proposées : Sans suite